

N°374  
JUILLET  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

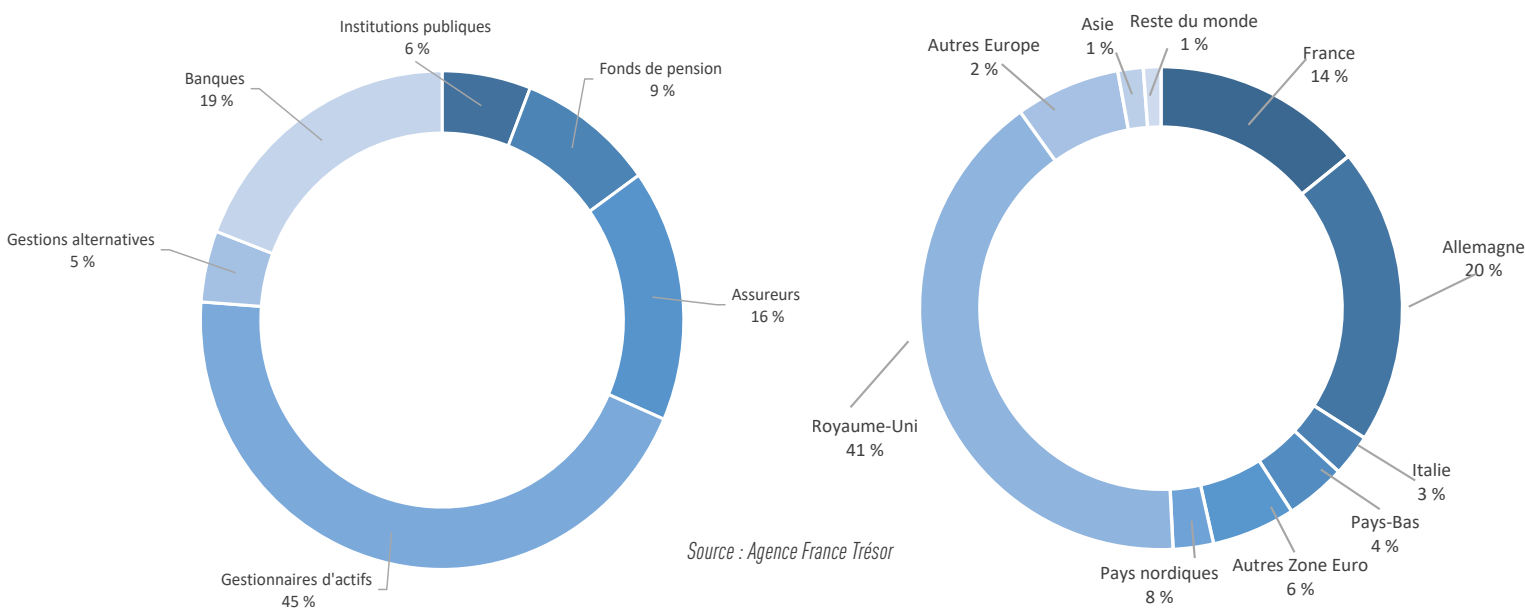
page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

## APRÈS LA SYNDICATION DE L'OAT 2053, LES OAT REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DE LA DETTE SOUVERAINE EN EUROS DE MATURITÉ RÉSIDUELLE SUPÉRIEURE À 30 ANS

Dans la journée du mardi 6 juillet, l'AFT a lancé par syndication l'OAT 0,75 % 25 mai 2053 pour une demande totale de près de 30 milliards d'euros et un montant servi aux investisseurs de 5 milliards d'euros.

L'AFT a pu réaliser cette opération dans des conditions de marché très stables et de sécurité élevées : la demande totale et la diversité des intérêts exprimés a permis de resserrer les taux de 2 points de base pendant la construction du livre d'ordres et de clôturer rapidement la transaction. Plus de 200 investisseurs ont souscrit à l'opération. Composée aux trois quarts d'investisseurs de long terme, l'allocation reflète la grande qualité du livre d'ordres émanant d'une base d'investisseurs diversifiée tant sur le plan géographique que des types de contreparties (cf. diagrammes).



L'OAT 0,75 % 25 mai 2053 a été émise au taux de rendement de 0,918 %, fixé 3 points de base au-dessus de celui de l'OAT 0,75 % 25 mai 2052 à l'instant de l'émission, taux à comparer aux taux d'émission de lancement des précédents titres de référence à 30 ans, 0,727 % le 28 janvier 2020 pour l'OAT 0,75 % 25 mai 2052 et 1,609 % le 19 février 2019 pour l'OAT 1,50 % 25 mai 2050. Les chefs de file de cette opération étaient Barclays, BNP Paribas, BofA Securities, Crédit Agricole CIB et Nomura. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

À l'issue de cette opération et des adjudications de juillet, l'AFT a émis un total brut (hors rachats) de 198,310 milliards d'euros d'OAT, ce qui porte à 185,767 milliards d'euros<sup>1</sup> le montant des émissions nettes des rachats de dette à moyen et long terme réalisées sur les 7 premiers mois de l'année par l'Agence France Trésor en 2021 et à 71,4 % le taux de réalisation du programme de financement 2021 de 260 milliards d'euros, contre 70,0 % l'an dernier à la même période. Sur ces 7 premiers mois, le coût de financement à moyen et long terme de la France s'est établi à -0,03 %.

À travers cette syndication et après celle de l'OAT 0,50 % 25 mai 2072 en janvier, la France réaffirme son statut d'émetteur de référence en zone euro pour les émissions de titres de maturité très longue. Ainsi, les OAT représentent 52 % des 181 milliards d'euros de dette souveraine en euro de maturité strictement supérieure à 30 ans. La France en a émis 27,4 milliards d'euros depuis le début de l'année 2021 contre 26,3 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2020.

<sup>1</sup>Émissions à fin juillet et rachats à fin juin, les volumes des rachats étant publiés à M-1

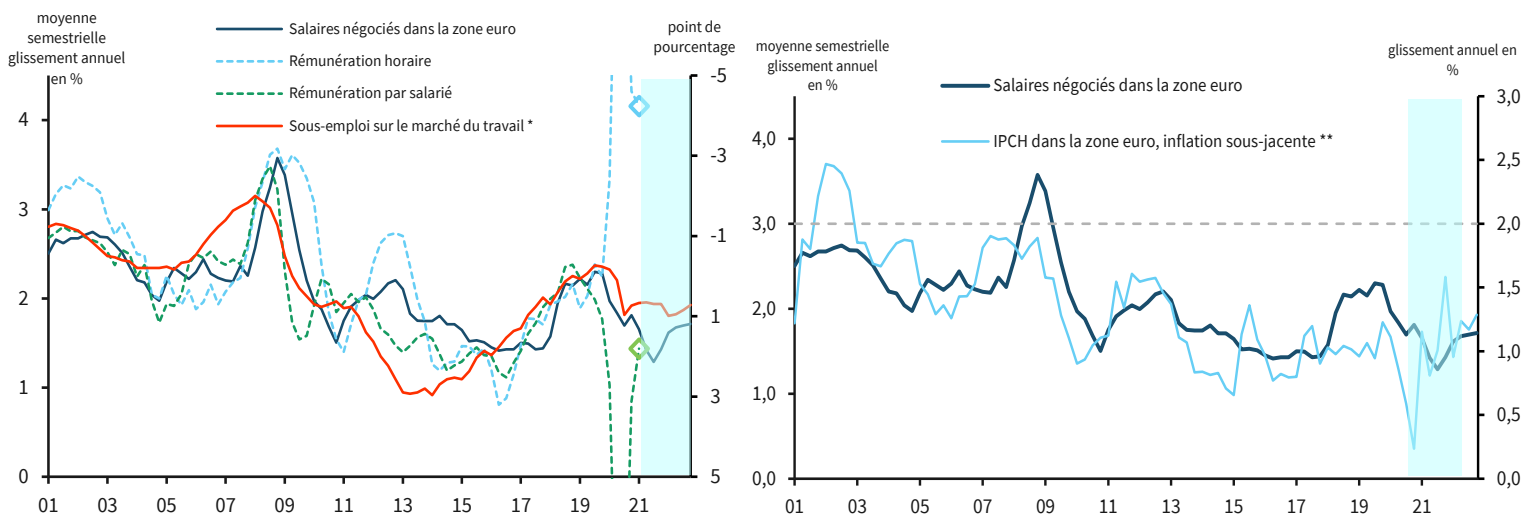
Par Jaroslav Shelepko, économiste Europe chez Barclays

Après être passée brièvement en territoire négatif en 2020, l'inflation des prix à la consommation dans la zone euro devrait connaître un rebond marqué en 2021, soutenue par les pressions sous-jacentes exercées sur les prix par l'offre et la demande, de même que par les effets de base et la hausse des prix des matières premières. Toutefois, les prévisions d'inflation pour 2022 sont moins favorables : nous nous attendons à ce que les pressions salariales à court terme restent modérées pendant une bonne partie de l'année 2022, à la faveur d'excédents de capacités notables sur le marché du travail, dont l'existence deviendra manifeste une fois que les dispositifs de chômage partiel auront pris fin. D'après nos prévisions, les faibles pressions sur les salaires favoriseront le recul de l'inflation IPCH dans la zone euro, qui devrait retomber à un niveau inférieur à 1,5 % d'ici à mi-2022, après avoir atteint environ 3 % à la fin de l'année 2021.

Pour éclairer notre vue au sujet des pressions sur les salaires et les prix en 2021-2022, nous tenons compte de l'évolution récente de la croissance des salaires négociés dans la zone euro, laquelle, en règle générale, est bien corrélée à la fois avec l'inflation sous-jacente dans la zone euro et avec des mesures du coût du travail plus conventionnelles, mais est néanmoins faussée par la chute sévère du nombre d'heures travaillées observée depuis le début de la pandémie. La hausse des salaires négociés, soutenue en 2020 par les conventions collectives signées avant la pandémie, a réagi à la crise liée au COVID avec un décalage important. Toutefois, au cours du premier trimestre 2021, la hausse des salaires négociés a subi un coup d'arrêt, les négociations salariales, en particulier l'accord signé en Allemagne par le syndicat IG Metall, ayant débouché sur des augmentations salariales relativement modestes, dont le versement est reporté à une date ultérieure. En outre, du côté des entreprises, les données empiriques montrent que les entreprises ne sont dans l'immédiat pas obligées d'augmenter les salaires, du fait de l'absence de tensions sur le marché du travail et de la montée des coûts non salariaux.

Dans ce contexte, la croissance modérée des salaires négociés dans la zone euro début 2021 semble indiquer que les pressions salariales demeureront faibles dans les 6 à 12 prochains mois, ce qui devrait favoriser une stabilisation de l'inflation des prix à la consommation une fois que la hausse des prix liée à la réouverture de l'économie s'atténuera, que les distorsions techniques dues à l'application de taux de TVA réduits par l'Allemagne en 2020 auront cessé et que l'effet des modifications de la pondération du panier de biens et services de l'IPCH auront diminué. De plus, le rétablissement du marché du travail n'est susceptible de s'amorcer que début 2022 après la fin des dispositifs de chômage partiel et la réduction des aides gouvernementales aux entreprises. Si nous ne prévoyons qu'une dégradation légère et passagère du marché du travail post COVID dans la zone euro, son rétablissement devrait toutefois être retardé, des pressions s'exerçant sur l'augmentation des salaires au moins jusqu'au deuxième semestre 2022.

Sur le plan positif, nous prévoyons une forte reprise post COVID assortie de nombreuses créations d'emplois, un redressement de la productivité du travail et une hausse des anticipations d'inflation qui favoriseront in fine une accélération de la croissance des salaires dans la zone euro et un renforcement graduel des pressions inflationnistes sous-jacentes. Les effets bénéfiques des investissements entraînant une amélioration de la productivité qui seront réalisés entre 2021 et 2026 grâce au plan de relance NGEU (NextGenerationEU), conjugués aux mesures gouvernementales destinées à réduire les inégalités de revenus via l'augmentation des rémunérations dans le secteur public et des minima salariaux, devraient également soutenir la hausse des salaires dans la zone euro à moyen terme. Le redressement cyclique de la croissance des salaires dans la zone euro se produira cependant dans un contexte de croissance salariale molle en tendance, les forces structurelles de long-terme défavorables que sont la transformation numérique et la mondialisation devant, selon nous, continuer à s'exercer après la fin de la pandémie de Covid-19.



\* Sous-emploi : taux de chômage de la ZE moins taux de chômage n'accéléralant pas les salaires

\*\* IPCH sous-jacent : IPCH hors alimentaire, alcool, tabac et énergie

Sources : Eurostat, d'Haver Analytics et prévisions de Barclays Research pour la période T2 21 à T4 22

NB : cette tribune de l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer leurs vues personnelles. En conséquence, les propos ici exprimés n'engagent que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor ou le ministère de l'économie, des finances et de la relance. Veuillez noter que l'auteur est un économiste du département de la recherche de Barclays Bank PLC et que le point de vue exprimé dans cet article est conforme à ses opinions publiées à la date de communication de cet article au journal.

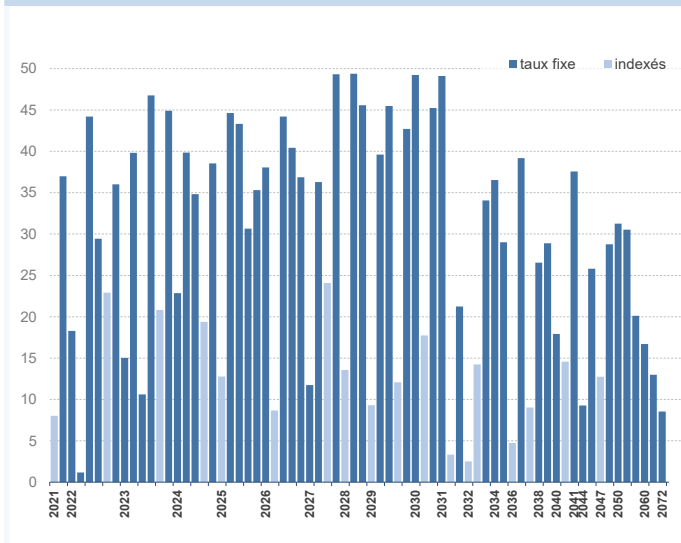
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Août 2021	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/09	23	9	23
Septembre 2021	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 JUIN 2021

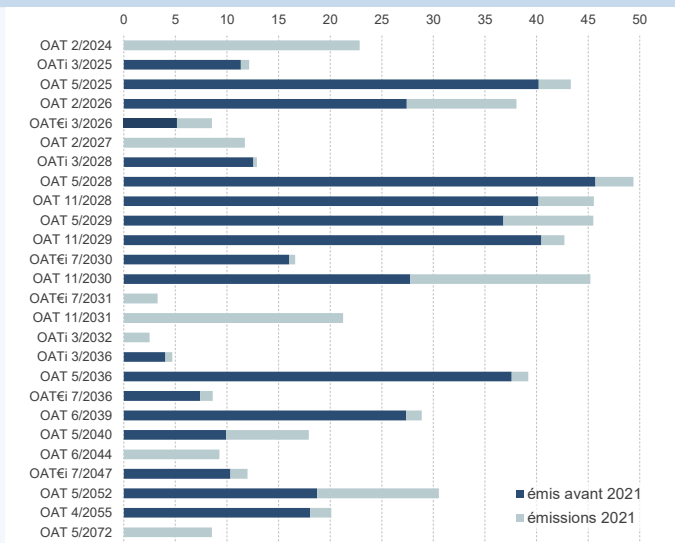
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 JUIN 2021

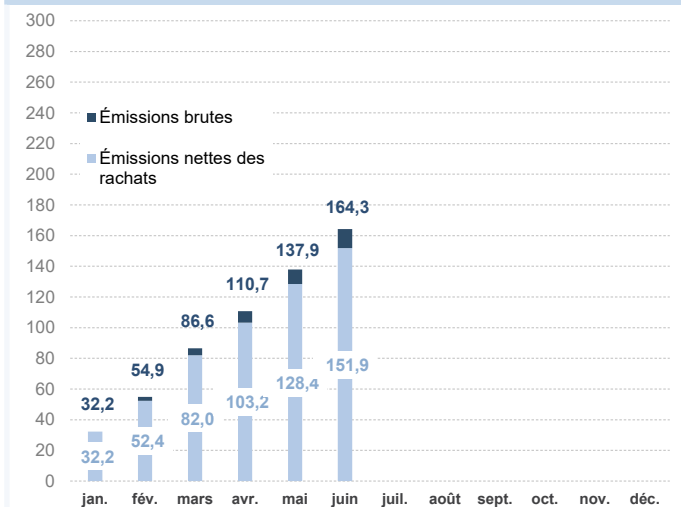
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 30 JUIN 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 JUIN 2021

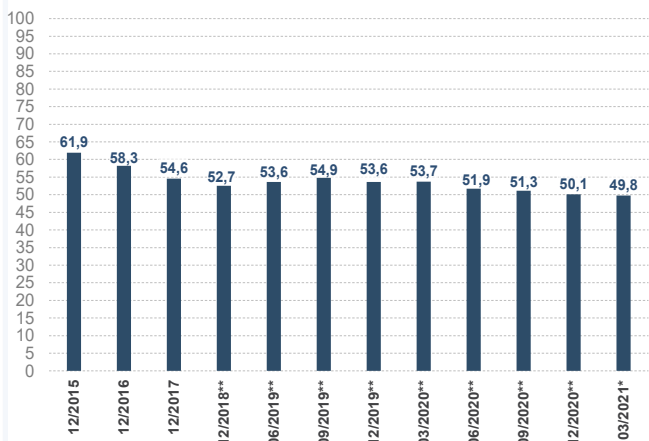
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
juil-21	2.5	8.0
août-21		
sept-21		
oct-21	10.1	37.0
nov-21	1.5	
déc-21		
janv-22		
févr-22		18.3
mars-22	0.1	
avr-22	10.6	45.4
mai-22	8.4	29.4
juin-22	0.6	

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



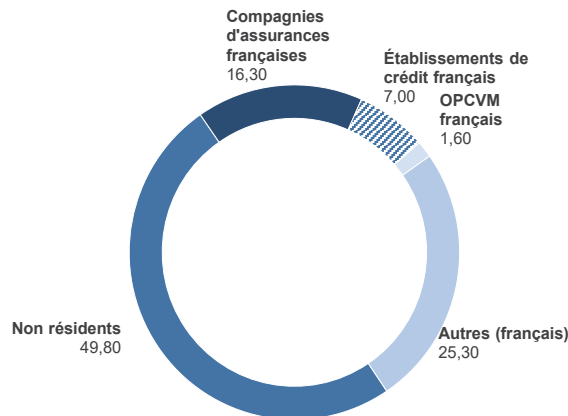
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 JUIN 2021

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 921 823 752 204</b>
Encours démembré	58 185 371 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 68 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>162 580 000 000</b>
Durée de vie moyenne	130 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 084 403 752 204</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 181 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 30 JUIN 2021

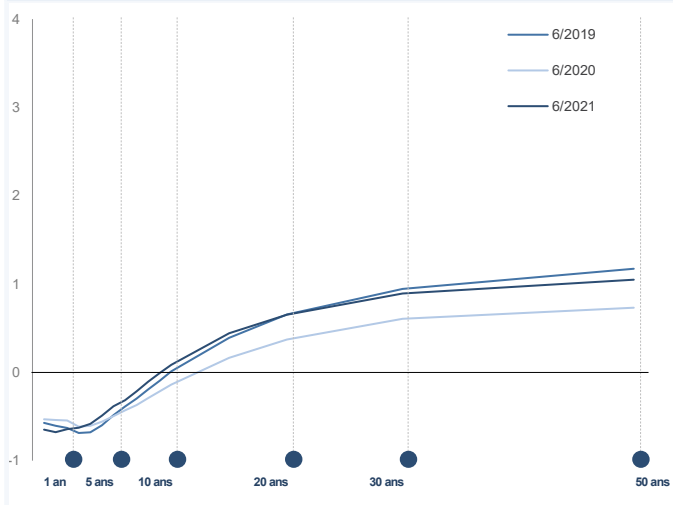
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin mai 2021	Fin juin 2021
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>2 001</b>	<b>2 057</b>	<b>2 084</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	227	230
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 839</b>	<b>1 897</b>	<b>1 922</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	160	163
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	182 jours	181 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

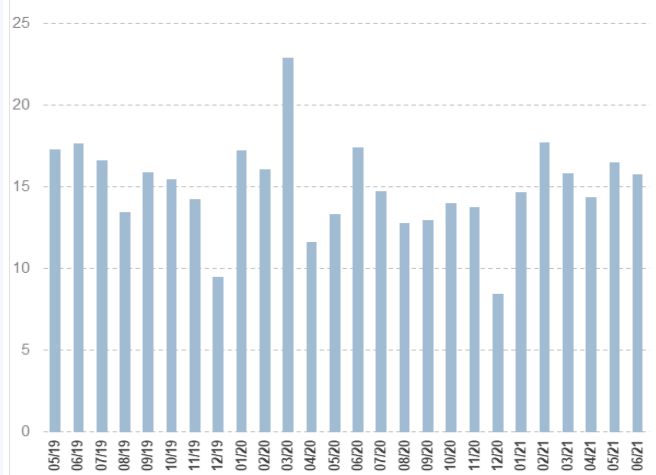
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

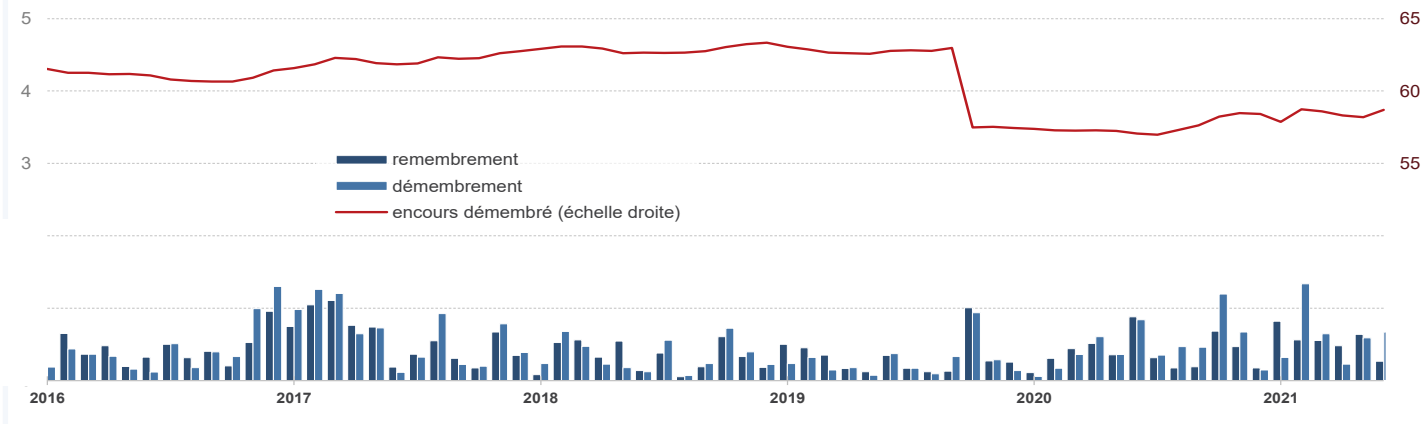
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

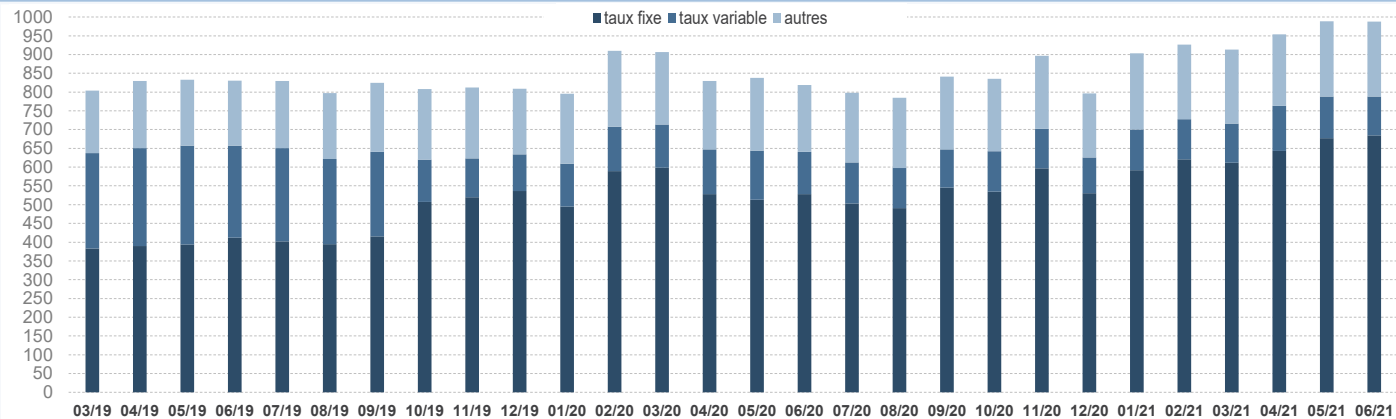
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

## DETTE À COURT TERME AU 30 JUIN 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126750688	BTF 7 juillet 2021	5 090 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126750696	BTF 21 juillet 2021	5 692 000 000
FR0126461799	BTF 28 juillet 2021	6 068 000 000
FR0126750704	BTF 4 août 2021	5 446 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126750712	BTF 18 août 2021	5 226 000 000
FR0126461807	BTF 25 août 2021	5 982 000 000
FR0126750720	BTF 1 septembre 2021	5 494 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126750738	BTF 15 septembre 2021	5 897 000 000
FR0126750746	BTF 22 septembre 2021	6 982 000 000
FR0126750753	BTF 29 septembre 2021	2 595 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126750761	BTF 20 octobre 2021	7 763 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126750779	BTF 17 novembre 2021	6 877 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 758 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 099 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	3 497 000 000

## DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 30 JUIN 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2021		45 001 944 250				
FR0011347046	OATi 0,10% 25 juillet 2021	8 010 944 250 (1)	1,06035	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
Échéance 2022		152 035 971 160				
FR0013398583	OAT 0,00% 25 février 2022	18 291 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 168 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00% 25 avril 2022	44 208 000 000			121 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00% 25 mai 2022	29 433 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10% 25 juillet 2022	22 928 031 170 (1)	1,15489	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	36 007 000 000			0	
Échéance 2023		177 923 217 663				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	15 020 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 321 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	20 816 021 760 (1)	1,15337	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			453 985 000	
Échéance 2024		155 416 577 690				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	22 852 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	19 379 577 690 (1)	1,08151	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 30 JUIN 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2025</b>		<b>166 674 607 518</b>				
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	12 760 679 400 (1)	1,05130	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 814 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>168 234 228 200</b>				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	38 047 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	8 673 228 200 (1)	1,01465	8 548 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>121 433 407 600</b>				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	11 741 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	24 082 407 600 (1)	1,13811	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	49 314 000 000			57 743 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>108 527 058 137</b>				
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	13 551 660 480 (1)	1,04954	12 912 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	49 380 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	45 564 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>149 179 880 656</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	9 292 913 610 (1)	1,02469	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			2 273 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	12 077 086 588 (1)	1,31485	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>112 194 204 930</b>				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	17 736 204 930 (1)	1,06761	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	45 225 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>73 679 990 740</b>				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	49 107 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	3 319 990 740 (1)	1,01622	3 267 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	21 253 000 000			0	x
<b>Échéances 2032 et plus</b>		<b>491 522 663 660</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	2 518 748 870 (1)	1,00871	2 497 000 000	0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	14 236 992 640 (1)	1,31629	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 660 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			3 395 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	4 737 365 100 (1)	1,00581	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	39 188 000 000			3 100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	9 031 668 750 (1)	1,04715	8 625 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	17 929 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	14 566 977 100 (1)	1,21930	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	37 558 000 000			5 448 899 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	9 280 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	25 824 000 000			765 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	12 729 588 600 (1)	1,06257	11 980 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	28 759 000 000			648 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	31 274 000 000			148 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	30 529 000 000			399 100 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 420 218 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 729 904 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	12 997 000 000			1 224 200 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	8 537 000 000			30 400 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	25,1 %	05/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,7 %	06/2021
Taux de chômage (BIT)	8,1 %	T1-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,5 %	06/2021
• ensemble hors tabac	1,5 %	06/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,8 Md€	05/2021
" "	-6,3 Md€	04/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-2,3 Md€	05/2021
" "	-2,0 Md€	04/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,13 %	30/7/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,55 %	30/7/2021
Euro / dollar	1,19	30/7/2021
Euro / yen	130,28	30/7/2021

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

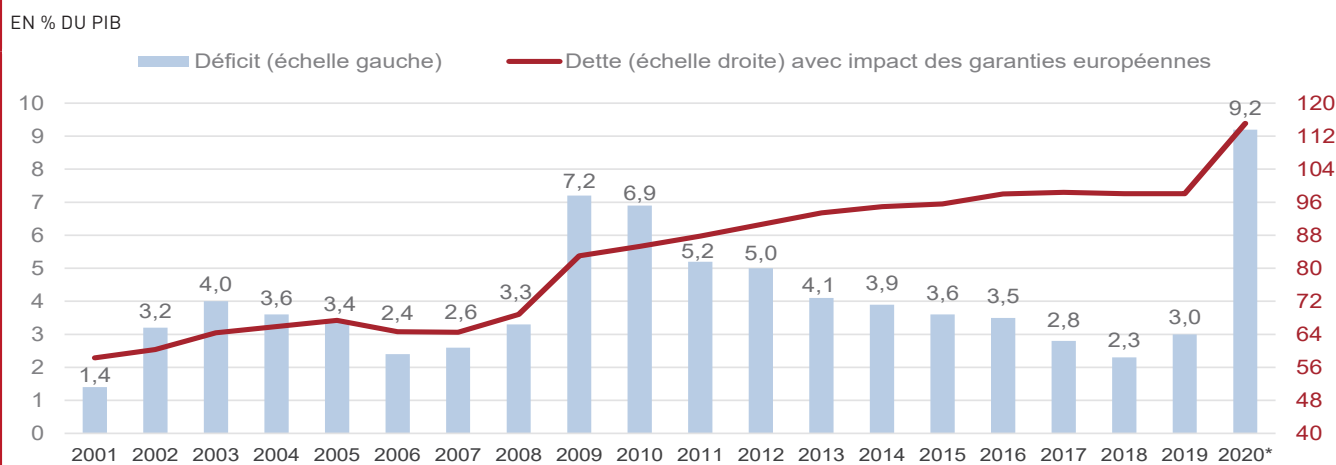
EN MILLIARDS D'EUROS

	2019	2020	niveau à la fin mai		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-61,40	-90,35	-100,94
Recettes	301,07	282,69	109,77	99,56	110,98
Dépenses	397,98	455,37	171,17	189,91	211,92
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-22,50	-27,50	-17,85
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-83,90	-117,85	-118,79

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

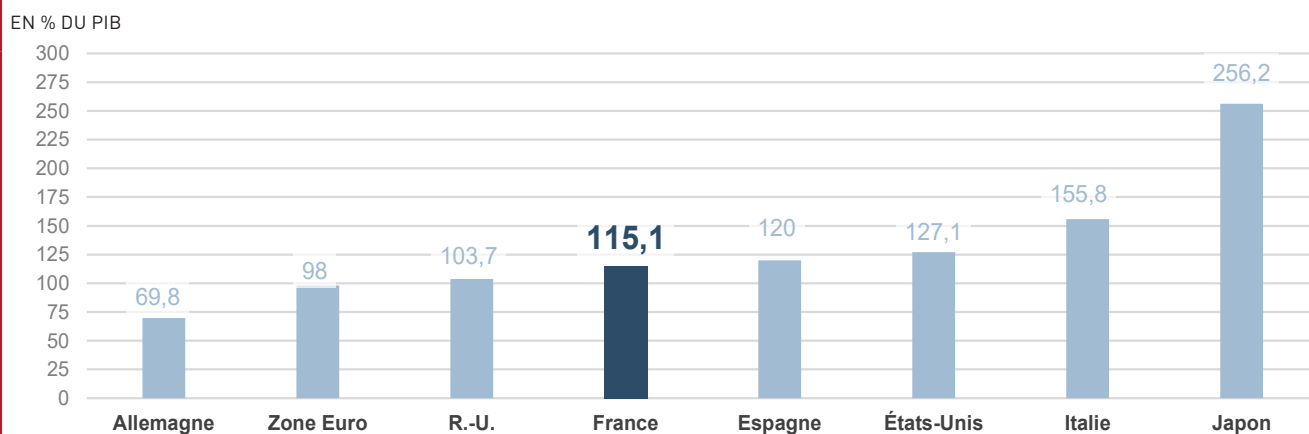
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020



Sources : Eurostat, FMI, Insee



AOÛT 2021 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en juin	<b>6</b> Commerce extérieur en valeur en juin	<b>6</b> Balance des paiements en juin	<b>6</b> Estimation flash de l'emploi salarié (deuxième trimestre)	<b>13</b> Indice des prix à la consommation en juillet - résultats définitifs	<b>13</b> Réserves nettes de change en juillet
<b>18</b> Inflation (IPCH) : indice de juillet	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en août	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en août	<b>31</b> Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	<b>31</b> Indice des prix à la consommation en août - résultats provisoires	<b>31</b> Comptes nationaux trimestriels: 2ème trimestre 2021 (résultats détaillés)

SEPTEMBRE 2021 

<b>6</b> Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	<b>8</b> Emploi salarié - deuxième trimestre 2021	<b>8</b> Balance des paiements en juillet	<b>10</b> Indice de la production industrielle en juillet	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en août - résultats définitifs	<b>17</b> Inflation (IPCH) : indice d'août
<b>23</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en septembre	<b>24</b> Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - T2 2021	<b>28</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en septembre	<b>30</b> Dépenses de consommation des ménages en août	<b>30</b> Indice des prix à la consommation en septembre - résultats provisoires	<b>30</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en août

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».